

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/32302]

8 JUILLET 2021. — Décret relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° agent qualifié : sans préjudice des compétences du fonctionnaire de la police fédérale et de la police locale pour l'application des dispositions du présent décret :

- a) l'agent communal, désigné à cette fin par le conseil communal;
- b) l'agent intercommunal ou d'associations de projet, dont les activités ou les intérêts sont liés à l'utilisation et à la gestion de la voirie, désigné à cette fin par le conseil communal;
- c) le commissaire d'arrondissement;
- d) le fonctionnaire provincial désigné à cette fin par le conseil communal sur proposition du conseil provincial;
- e) le commissaire voyer;
- f) l'agent désigné par le Gouvernement;

2° agent sanctionnateur : l'agent désigné par le conseil communal pour poursuivre et sanctionner, de manière administrative, les infractions constatées en vertu du présent décret;

3° Code de la route : arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

4° collecte : la mise à disposition et le retrait du domaine public de véhicules de cyclopartage;

5° cyclopartage : service où des véhicules de cyclopartage sont mis à disposition de plusieurs utilisateurs pour des déplacements occasionnels où le véhicule de cyclopartage est entreposé, après chaque usage, pour un autre utilisateur;

6° cyclopartage en flotte libre : forme de cyclopartage où les véhicules de cyclopartage sont mis à disposition des utilisateurs notamment sur la voie publique et où le début et la fin de la période de location des véhicules de cyclopartage ne sont pas uniquement autorisés dans les parkings réservés;

7° électricité verte : électricité telle que définie à l'article 2, 11°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

8° licence pour cyclopartage en flotte libre : licence au sens de l'article 3 qui autorise les opérateurs à fournir un service de cyclopartage en flotte libre;

9° opérateur : prestataire d'un service de cyclopartage en flotte libre;

10° parking réservé : aménagement physique dans l'espace public pour entreposer des véhicules de cyclopartage, uniquement réservé aux véhicules de cyclopartage d'un ou de plusieurs opérateurs spécifiques donnés;

11° véhicule de cyclopartage :

- a) un cycle au sens de l'article 2.15.1 du Code de la route;
- b) un cyclomoteur, à savoir un cyclomoteur à deux roues au sens de l'article 2.17 du Code de la route;
- c) une motocyclette, à savoir un véhicule motorisé à deux roues au sens de l'article 2.18 du Code de la route, sans side-car;
- d) les autres cycles, cyclomoteurs et motos autorisés à stationner en dehors de la chaussée en vertu du Code de la route;

12° véhicule électrique : véhicule tel que défini à l'article 2, 27°bis, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

13° enlèvement : le fait pour l'agent qualifié de déplacer un véhicule de cyclopartage vers un lieu respectant les conditions d'exploitations;

14° saisie : le fait pour l'agent qualifié de rendre inaccessible un véhicule de cyclopartage. Le véhicule de cyclopartage est rendu à l'opérateur à sa demande.

CHAPITRE II. — *Licence pour cyclopartage en flotte libre*

Art. 2. Aucun opérateur ne peut organiser, sans licence, un service de cyclopartage en flotte libre sur le territoire de la Région wallonne.

Le Gouvernement fixe la procédure pour l'introduction, l'examen, l'octroi et le renouvellement des licences.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les conditions générales d'obtention d'une licence pour cyclopartage en flotte libre.

Ces conditions portent sur :

- a) les caractéristiques techniques des véhicules de cyclopartage; la sécurité routière;
- b) la promotion de la sécurité routière;
- c) la santé publique et l'environnement;
- d) l'usage d'électricité verte pour le rechargement des véhicules en cyclopartage entièrement ou partiellement propulsés par un moteur électrique;
- e) l'usage d'une proportion de véhicules électriques lorsque des véhicules automobiles sont employés par l'opérateur ou un tiers dans le cadre de la collecte des véhicules de cyclopartage;

- f) le respect de la réglementation sociale, notamment en ce qui concerne les conditions d'emploi et
- g) les conditions de sous-traitance;
- h) le respect de la réglementation fiscale;
- i) la protection de la vie privée des utilisateurs, à savoir l'usage de leurs données personnelles par les opérateurs;
- j) la disponibilité et le partage des données de géolocalisation des véhicules de cyclopartage;
- k) la transmission sans frais et à intervalles réguliers à la commune et au Gouvernement des données agrégées et anonymisées concernant l'usage des véhicules de cyclopartage en flotte libre;
- l) la souscription à une assurance couvrant la responsabilité civile de l'opérateur;
- m) les autres assurances devant être souscrites par l'opérateur en vue de la mise en circulation des véhicules de cyclopartage visés à l'article 1^{er}, 11^o, b), c) et d);
- n) la mise en place d'un point de contact réactif entre l'opérateur et la commune;
- o) les autres aspects techniques qui promeuvent le bon fonctionnement du cyclopartage en flotte libre;
- p) l'absence sur le véhicule de cyclopartage d'un moteur ou d'une assistance qui produit localement ou directement des émissions polluantes ou qui produisent des gaz à effet de serre ou des particules fines.

§ 2. Le Gouvernement peut opérer une distinction entre les différents types de véhicule de cyclopartage.

Concernant les conditions prévues au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, c), f), j), k), le Gouvernement peut opérer une distinction entre opérateurs. Cette distinction se base sur le critère de seuil de chiffre d'affaires sur base des comptes annuels.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement statue sur la demande d'octroi de la licence.

La décision du Gouvernement d'octroyer la licence précise le type de véhicules de cyclopartage pour lequel celle-ci est octroyée.

§ 2. La décision du Gouvernement d'octroyer la licence est publiée au *Moniteur belge*.

Art. 5. § 1^{er}. La durée d'une licence est de trois ans. La licence peut être renouvelée un nombre illimité de fois pour une même durée.

§ 2. L'opérateur peut renoncer à sa licence moyennant un préavis notifié par recommandé au Gouvernement. Le Gouvernement fixe les conditions d'acceptabilité de ce préavis.

La licence concernée est caduque cinq jours après la notification du préavis au Gouvernement.

La caducité de la licence est publiée au *Moniteur belge* par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — Conditions d'exploitation pour cyclopartage en flotte libre

Art. 6. Les conditions d'exploitation des services de cyclopartage en flotte libre sont fixées par voie de règlement par le conseil communal. Il peut procéder à une distinction entre les différentes catégories de véhicules de cyclopartage.

Les principes suivants sont au moins appliqués aux conditions d'exploitation :

1° les véhicules de cyclopartage qui sont mis à disposition dans le cadre d'un service de cyclopartage en flotte libre peuvent uniquement être entreposés conformément au Code de la route ainsi qu'aux réglementations régionales et communales en vigueur;

2° les véhicules de cyclopartage ne peuvent pas être entreposés de manière à :

- a) bloquer l'accès aux commerces;
- b) bloquer l'accès aux quais d'embarcation et aux quais de chargement;
- c) bloquer l'accès aux transports publics;
- d) constituer une entrave à la circulation des piétons;
- e) constituer une entrave à la circulation des personnes à mobilité réduite;
- f) bloquer l'accès aux habitations et aux mobiliers urbains;

3° le conseil communal peut fixer un seuil maximal d'émission sonore à ne pas dépasser entre 22 heures et 6 heures ou limiter les heures d'utilisation en période nocturne;

4° le conseil communal peut fixer, après consultation des opérateurs, des zones dans lesquelles il est interdit, temporairement ou de manière permanente, d'entreposer des véhicules de cyclopartage. Ces zones sont immédiatement portées à la connaissance des opérateurs et imposées aux utilisateurs du service de cyclopartage en flotte libre;

5° les véhicules de cyclopartage qui sont mis à disposition par les opérateurs doivent être en état de fonctionner et doivent, à tout moment, répondre aux prescriptions techniques légales et réglementaires y applicables;

6° le conseil communal peut fixer, après consultation des opérateurs, une concentration minimale ou maximale de véhicules de cyclopartage sur une superficie donnée. La concentration minimale ou maximale peut porter sur les véhicules de cyclopartage de chaque opérateur individuel ou sur l'ensemble des véhicules de cyclopartage de tous les opérateurs. La concentration minimale ou maximale peut varier en fonction d'événements particuliers listés par le conseil communal;

7° le conseil communal peut rendre obligatoire, après consultation des opérateurs, dans le cadre de la collecte, la mise à disposition des véhicules de cyclopartage par l'opérateur dans des emplacements de stationnement spécifiques en vertu du Code de la route;

8° le conseil communal peut fixer, après consultation des opérateurs, les périodes de festivités locales et autres situations durant lesquelles le cyclopartage en flotte libre est suspendu;

9° le conseil communal peut fixer, après consultation des opérateurs, des zones dans lesquelles le cyclopartage doit être mis en place par l'opérateur;

10° le conseil communal peut fixer, après consultation des opérateurs, des zones dans lesquelles la vitesse des véhicules de cyclopartage est limitée.

CHAPITRE IV. — *Redevances*

Art. 7. § 1^{er}. Le conseil communal peut imposer, pour chaque véhicule de cyclopartage qui est utilisé pour un service de cyclopartage en flotte libre, une redevance à charge de l'opérateur au bénéfice de la commune.

§ 2. Le conseil communal fixe le montant de la redevance.

Une distinction peut être opérée entre les différentes catégories de véhicules de cyclopartage.

Art. 8. Pour l'enlèvement visé à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3, alinéa 2, ou la saisie visée à l'article 11, § 2, alinéa 2, et à l'article 12, de véhicules de cyclopartage, une redevance au bénéfice de la commune peut être perçue à charge de l'opérateur qui met les véhicules de cyclopartage à disposition.

Le conseil communal peut fixer le montant de la redevance par véhicule de cyclopartage.

Une distinction peut être opérée entre les différentes catégories de véhicules de cyclopartage.

CHAPITRE V. — *Infractions et sanctions*

Section 1^{re}. — Infractions, saisie et enlèvement de véhicules de cyclopartage

Art. 9. Est puni d'une amende administrative de 50 à 25.000 euros par l'agent sanctionnateur l'opérateur qui exploite sans licence un service de cyclopartage en flotte libre ou qui ne respecte pas les conditions de licence visées à l'article 3. La commune perçoit l'amende administrative.

Est puni d'une amende administrative de 50 à 25.000 euros par l'agent sanctionnateur l'opérateur qui ne régularise pas le non-respect d'une des conditions d'exploitation au sens de l'article 6 dans le délai fixé à l'article 11, § 1^{er}. La commune perçoit l'amende administrative.

Les montants des amendes administratives sont indexés le 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'indice des prix à la consommation (base 2020 = 100).

Une distinction peut être opérée entre les différentes catégories de véhicules de cyclopartage.

Section 2. — Constatation des infractions

Art. 10. L'agent qualifié est habilité à rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent décret, aux arrêtés d'exécution, règlements communaux ou licences délivrées en application du présent décret.

Art. 11. § 1^{er}. En cas de violation de l'une des conditions d'exploitation et préalablement à l'établissement d'un procès-verbal, l'agent qualifié adresse un simple avertissement à l'auteur présumé d'une infraction et lui accorde un délai compris entre vingt-quatre heures et quarante-huit heures pour y mettre fin.

L'agent qualifié peut enlever les véhicules de cyclopartage au terme du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

L'agent qualifié peut requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services communaux, provinciaux ou régionaux à cet effet.

§ 2. En cas de violation de l'une des conditions de licence par un véhicule de cyclopartage, l'agent qualifié procède directement à l'établissement d'un procès-verbal de constatation de l'infraction.

L'agent qualifié peut directement saisir les véhicules de cyclopartage concernés.

§ 3. En cas de violation répétée de l'une des conditions d'exploitation, l'agent qualifié procède directement à l'établissement d'un procès-verbal de constatation de l'infraction.

L'agent qualifié peut directement enlever les véhicules de cyclopartage.

Art. 12. Sans préjudice de l'article 9, alinéa 1^{er}, si un service de cyclopartage en flotte libre est organisé sans licence, l'agent qualifié procède à une saisie de l'ensemble des véhicules de cyclopartage concernés.

L'agent qualifié peut requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services communaux, provinciaux ou régionaux à cet effet.

Art. 13. Dans le cadre de l'exercice de sa mission, l'agent qualifié est habilité à :

1° interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à sa mission;

2° se faire produire tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de sa mission et en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

3° arrêter les véhicules de cyclopartage pour contrôler le respect du présent décret;

4° requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services communaux, provinciaux ou régionaux.

Art. 14. Le procès-verbal établi par l'agent qualifié est transmis en original dans les quinze jours de son établissement à l'auteur présumé de l'infraction et à l'agent sanctionnateur.

Section 3. — Application des sanctions et procédure de recours

Art. 15. L'agent sanctionnateur, s'il estime nécessaire d'appliquer une amende visée à l'article 9, notifie à l'auteur présumé de l'infraction, par recommandé, un avis accompagné d'une copie du procès-verbal, mentionnant :

1° les faits pour lesquels il envisage d'infliger une amende administrative;

2° un extrait des dispositions transgressées;

3° le montant de l'amende administrative qu'il envisage d'infliger;

4° que l'auteur présumé de l'infraction a le droit de faire valoir par écrit et par recommandé, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de

l'avis;

5° qu'il peut aussi, dans le même délai et par recommandé, demander à présenter oralement ses moyens de défense;

6° qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil et de consulter son dossier.

Si l'auteur présumé de l'infraction demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'agent sanctionnateur lui notifie, par recommandé, le lieu, jour et heure où il sera entendu. Cette audition a lieu au plus tôt quinze jours après l'envoi dudit recommandé.

Il est établi un procès-verbal de l'audition de l'auteur présumé signé par l'agent sanctionnateur et par le contrevenant.

À défaut d'accord sur le contenu du procès-verbal, le contrevenant est invité à y faire valoir ses remarques.

Art. 16. À l'échéance du délai de quinze jours visé à l'article 15 et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition de l'auteur présumé de l'infraction ou de son conseil, en tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, l'agent sanctionnateur prend la décision soit d'infliger l'amende administrative initialement envisagée, soit d'infliger une amende administrative d'un montant diminué, soit de ne pas infliger d'amende administrative.

L'agent sanctionnateur peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Sa décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au contrevenant par recommandé.

Art. 17. Une décision infligeant une amende administrative ne peut plus être prise plus de cent quatre-vingts jours après le procès-verbal de constat de l'infraction par l'agent qualifié.

Section 4. — Retrait ou suspension de licence

Art. 18. Lorsque la décision infligeant une amende administrative concernant une infraction aux conditions générales d'obtention d'une licence ou concernant une violation répétée de l'une des conditions d'exploitation est définitive, une copie de la décision est envoyée dans les nonante jours au Gouvernement.

Art. 19. Le Gouvernement, après réception de la décision ou des décisions visées à l'article 18 et s'il estime nécessaire de retirer la licence, notifie à l'opérateur concerné, par recommandé, un avis accompagné d'une copie de sa décision, mentionnant :

1° les faits pour lesquels il envisage de retirer la licence;

2° un extrait des dispositions transgressées;

3° la décision infligeant une amende administrative concernant une infraction aux conditions générales d'obtention d'une licence ou aux conditions d'exploitation;

4° que l'opérateur concerné a le droit de faire valoir par écrit et par recommandé, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de l'avis;

5° qu'il peut aussi, dans le même délai et par recommandé, demander à présenter oralement ses moyens de défense;

6° qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil et de consulter son dossier.

Si l'opérateur concerné demande à présenter oralement ses moyens de défense, le Gouvernement lui notifie, par recommandé, le lieu, jour et heure où il sera entendu. Cette audition a lieu au plus tôt quinze jours après l'envoi dudit recommandé.

Il est établi un procès-verbal de l'audition de l'opérateur concerné signé par un représentant du Gouvernement et par l'opérateur concerné.

À défaut d'accord sur le contenu du procès-verbal, l'opérateur concerné est invité à y faire valoir ses remarques.

Art. 20. À l'échéance du délai de quinze jours visé à l'article 19 et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition de l'auteur présumé de l'infraction ou de son conseil, en tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le Gouvernement prend la décision soit de retirer la licence, soit de suspendre la licence pour une période donnée ne pouvant excéder six mois, soit de maintenir la licence.

Il peut accorder à l'opérateur concerné des mesures de sursis à l'exécution. Sa décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés à l'opérateur concerné par recommandé.

La décision du Gouvernement est publiée au *Moniteur belge*.

Art. 21. La décision de retrait ou de suspension ne peut être prise plus de trois mois après l'envoi de l'avis visé à l'article 19.

Art. 22. Le contrevenant dispose d'un délai de cinq jours prenant cours le jour qui suit celui où la décision a acquis force exécutoire pour retirer du territoire de la Région les véhicules de cyclopartage concernés.

Art. 23. Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution de la présente section.

Section 5. — Du sursis

Art. 24. § 1^{er}. Le sursis prévu à l'article 16, alinéa 2, et à l'article 20, alinéa 2, est réglé par le présent article.

§ 2. Le sursis peut s'accompagner de conditions particulières, en ce cas, il s'appelle « sursis probatoire » et comprend au moins les conditions mentionnées au paragraphe 3.

En l'absence de conditions particulières, il s'appelle « sursis simple ».

Si un sursis probatoire est envisagé, l'agent sanctionnateur ou le Gouvernement informe le contrevenant, avant la clôture des débats, de la portée d'une telle mesure et l'entend dans ses observations.

§ 3. Le sursis probatoire est toujours assorti des conditions suivantes :

1° ne pas commettre d'infractions;

2° avoir une adresse fixe et, en cas de changement de celle-ci, communiquer sans délai la nouvelle adresse à l'agent sanctionnateur.

§ 4. Lorsque, au terme du délai visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, le contrevenant n'a pas encouru antérieurement de décision à payer une amende administrative au cours des six derniers mois, l'agent sanctionnateur peut ordonner qu'il soit sursis à l'exécution de l'amende administrative qu'il prononce.

Lorsque, au terme du délai visé à l'article 20, alinéa 1^{er}, le contrevenant n'a pas encouru antérieurement de décision de retrait ou de suspension de licence, le Gouvernement peut ordonner qu'il soit sursis à l'exécution de tout ou partie des peines principales et accessoires qu'elles prononcent.

§ 5. Le délai du sursis ne peut être inférieur à une année ni excéder trois années à compter de la date de la décision.

§ 6. L'agent sanctionnateur et le Gouvernement peuvent, dans les conditions prévues au paragraphe 3, ordonner le sursis probatoire, moyennant engagement par le contrevenant de respecter les conditions de probation déterminées par l'agent sanctionnateur ou le Gouvernement.

§ 7. Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné une décision d'amende administrative, de suspension de licence ou de retrait de licence.

§ 8. Le sursis probatoire peut être révoqué si le contrevenant n'observe pas les conditions imposées.

Dans ce cas, l'agent sanctionnateur ou le Gouvernement, citent le contrevenant aux fins de révocation du sursis : dans les mêmes délais, conditions et formes que ceux prévus dans la section 3 du chapitre 5 lorsque le sursis est prononcé pour une amende administrative; dans les mêmes délais, conditions et formes que ceux prévus dans la section 4 du chapitre 5 lorsque le sursis est prononcé pour une suspension ou un retrait de licence.

Si l'agent sanctionnateur ou le Gouvernement ne révoquent pas le sursis, ils peuvent assortir de nouvelles conditions le sursis probatoire ordonné lors de la première condamnation.

§ 9. La procédure de révocation du sursis probatoire pour inobservation des conditions imposées doit être intentée au plus tard dans l'année qui suit l'expiration du délai visé au paragraphe 5. Elle est prescrite après une année révolue à compter du jour où l'agent sanctionnateur ou le Gouvernement en ont été saisis.

§ 10. Les décisions devenant exécutoires par suite de la révocation du sursis à l'exécution de l'amende administrative, de la suspension de la licence et du retrait de la licence sont cumulées sans limite avec celles prononcées du chef de la nouvelle infraction.

§ 11. Dans tous les cas où un contrevenant soumis à une mesure de sursis fait l'objet de nouvelles procédures, une copie certifiée conforme de la décision ordonnant cette mesure est jointe au dossier de la nouvelle procédure.

CHAPITRE VI. — Données personnelles

Art. 25. La finalité du traitement des données personnelles visées à l'article 3, §1^{er}, alinéa 2, j) et k), consiste à permettre aux autorités publiques, régionales comme communales, d'adapter leur politique de manière cohérente.

Art. 26. Les responsables du traitement des données personnelles sont les opérateurs d'un service de cyclopartage en flotte libre, la Région wallonne et les communes.

Art. 27. Le type de données nécessaires à la réalisation de la finalité du traitement des données personnelles visées à l'article 3, §1^{er}, alinéa 2, j) et k), sont les données de géolocalisation des véhicules de cyclopartage, de durée d'usage du véhicule de cyclopartage, le sexe et l'âge de l'utilisateur du véhicule de cyclopartage.

Art. 28. Le délai de conservation des données est fixé à cinq ans.

Art. 29. Les personnes concernées par le traitement de données personnelles sont les utilisateurs d'un service de cyclopartage.

Art. 30. Les données personnelles sont communiquées aux destinataires suivants :

1° le Gouvernement;

2° les communes sur le territoire desquelles un service de cyclopartage est mis en place.

Art. 31. La circonstance d'utilisation d'un service de cyclopartage induit la communication des données personnelles visées au présent chapitre.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 32. L'article 4 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le plan urbain de mobilité est réalisé en tenant compte des conditions d'exploitation des services de cyclopartage visées dans le décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales. ».

Art. 33. L'article 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le plan communal de mobilité est réalisé en tenant compte des conditions d'exploitation des services de cyclopartage visées dans le décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales. ».

Art. 34. Le Gouvernement fixe les normes complémentaires s'appliquant à l'usage de véhicules de cyclopartage sur le territoire de plusieurs communes.

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur un an après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 8 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation,
de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 582 (2020-2021) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 juillet 2021.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2021/32302]

**8. JULI 2021 — Dekret über stationsloses Bikesharing und zur Abänderung
der Artikel 4 und 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° befugter Bediensteter: unbeschadet der Befugnisse des Beamten der föderalen und der lokalen Polizei für die Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Dekrets:

a) der vom Gemeinderat zu diesem Zweck bestellte Gemeindebedienstete;

b) der vom Gemeinderat zu diesem Zweck bestellte Bedienstete einer Interkommunale oder Projektvereinigung, deren Tätigkeiten oder Interessen mit der Benutzung und Verwaltung des Straßen- und Wegenetzes im Zusammenhang stehen;

c) der Bezirkskommissar;

d) der vom Gemeinderat auf Vorschlag des Provinzialrats zu diesem Zweck bestellte Provinzialbeamte;

e) der Wegekommis­sar;

f) der von der Regierung bestellte Bedienstete;

2° sanktionierender Bediensteter: der Bedienstete, der vom Gemeinderat bestellt wird, um die kraft des vorliegenden Dekrets festgestellten Verstöße verwaltungsrechtlich zu verfolgen und zu ahnden;

3° Straßenverkehrsordnung: der Königliche Erlass vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße;

4° Sammlung: die Zurverfügungstellung und die Rücknahme aus dem öffentlichen Raum von Bikesharing-Fahrzeugen;

5° Bikesharing: die Dienstleistung, die darin besteht, mehreren Nutzern Bikesharing-Fahrzeuge für gelegentliche Fahrten zur Verfügung zu stellen, wobei das Bikesharing-Fahrzeug nach jeder Nutzung für einen anderen Nutzer abgestellt wird;

6° stationsloses Bikesharing: eine Art von Bikesharing, bei der die Bikesharing-Fahrzeuge den Nutzern u.a. auf öffentlicher Straße zur Verfügung gestellt werden und die Mietzeit der Bikesharing-Fahrzeuge nicht ausschließlich auf den vorbehaltenen Parkplätzen beginnen und enden darf;

7° grüner Strom: Strom nach Artikel 2 Ziffer 11 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

8° Lizenz für stationsloses Bikesharing: Lizenz im Sinne von Artikel 3, in dem den Betreibern erlaubt wird, einen Dienst für stationsloses Bikesharing anzubieten;

9° Betreiber: Anbieter eines Dienstes für stationsloses Bikesharing;

10° vorbehaltener Parkplatz: zum Abstellen von Bikesharing-Fahrzeugen bestimmte physische Einrichtung im öffentlichen Raum, die ausschließlich für die Bikesharing-Fahrzeuge eines oder mehrerer bestimmter spezifischer Betreiber vorbehalten ist;

11° Bikesharing-Fahrzeug:

a) ein Rad im Sinne von Artikel 2.15.1 der Straßenverkehrsordnung;

b) ein Kleinkraftrad, d.h. ein zweirädriges Kleinkraftrad im Sinne von Artikel 2.17 der Straßenverkehrsordnung;

c) ein Motorrad, d.h. ein zweirädriges Motorfahrzeug im Sinne von Artikel 2.18 der Straßenverkehrsordnung, ohne Beiwagen;

d) die sonstigen Räder, Kleinkrafträder und Motorräder, die kraft der Straßenverkehrsordnung außerhalb der Fahrbahn geparkt werden dürfen;

12° Elektrofahrzeug: Fahrzeug nach Artikel 2 Ziffer 27bis des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

13° Entfernung: die Tatsache, dass der befugte Bedienstete ein Bikesharing-Fahrzeug an einen Ort, in dem die Betriebsbedingungen eingehalten werden, verbringt;

14° Beschlagnahme: die Tatsache, dass der befugte Bedienstete ein Bikesharing-Fahrzeug unzugänglich macht. Das Bikesharing-Fahrzeug wird dem Betreiber auf seinen Antrag hin zurückgegeben.

KAPITEL II — *Lizenz für stationsloses Bikesharing*

Art. 2 - Kein Betreiber darf ohne Lizenz einen Dienst für stationsloses Bikesharing auf dem Gebiet der Wallonischen Region organisieren.

Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung, Prüfung, Gewährung und Erneuerung der Lizenzen fest.

Art. 3 - § 1. Die Regierung legt die allgemeinen Bedingungen für die Erlangung einer Lizenz für stationsloses Bikesharing fest.

Diese Bedingungen beziehen sich auf:

a) die technischen Merkmale der Bikesharing-Fahrzeuge;

die Verkehrssicherheit;

b) die Förderung der Verkehrssicherheit;

c) die Volksgesundheit und die Umwelt;

d) den Einsatz von grünem Strom zum Laden der Bikesharing-Fahrzeuge, die ganz oder zum Teil durch einen Elektromotor angetrieben werden;

e) den Einsatz eines Anteils Elektrofahrzeuge, wenn Kraftfahrzeuge vom Betreiber oder einem Dritten im Rahmen der Sammlung der Bikesharing-Fahrzeuge verwendet werden;

f) die Einhaltung der sozialrechtlichen Vorschriften, insbesondere in Bezug auf die Beschäftigungsbedingungen und

g) die Bedingungen für die Vergabe von Aufträgen an Subunternehmen;

h) die Einhaltung der steuerrechtlichen Vorschriften;

i) den Schutz des Privatlebens der Nutzer, d.h. die Verwendung ihrer personenbezogenen Daten durch die Betreiber;

j) die Verfügbarkeit und den Austausch der Geolokalisierungsdaten der Bikesharing-Fahrzeuge;

- k) die kostenlose und regelmäßige Übermittlung der aggregierten und anonymisierten Daten zur stationsfreien Nutzung der Bikesharing-Fahrzeuge an die Gemeinde und die Regierung;
- l) den Abschluss einer Versicherung, die die zivilrechtliche Haftung des Betreibers abdeckt;
- m) die sonstigen vom Betreiber abzuschließenden Versicherungen im Hinblick auf die Inbetriebnahme der in Artikel 1 Ziffer 11 Buchstaben b), c) und d) genannten Bikesharing-Fahrzeuge;
- n) die Einrichtung einer reaktiven Kontaktstelle zwischen dem Betreiber und der Gemeinde;
- o) die sonstigen technischen Aspekte, die ein reibungsloses Funktionieren des stationslosen Bikesharing fördern;
- p) die Abwesenheit eines Motors oder eines Hilfsmotors im Bikesharing-Fahrzeug, der lokal oder direkt Schadstoffemissionen bzw. Emissionen von Treibhausgasen oder Feinstaub erzeugt.

§ 2. Die Regierung kann zwischen den verschiedenen Arten von Bikesharing-Fahrzeugen unterscheiden.

Was die in § 1 Absatz 2 Buchstaben c), f), j), k) vorgesehenen Bedingungen betrifft, kann die Regierung zwischen den Betreibern unterscheiden. Grundlage für diese Unterscheidung ist das Kriterium der Umsatzschwelle auf Basis des Jahresabschlusses.

Art. 4 - § 1. Die Regierung befindet über den Antrag auf Gewährung der Lizenz.

Im Regierungsbeschluss zur Gewährung der Lizenz wird die Art der Bikesharing-Fahrzeuge, für die diese gewährt wird, näher bestimmt.

§ 2. Der Regierungsbeschluss zur Gewährung der Lizenz wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 5 - § 1. Die Dauer einer Lizenz beträgt drei Jahre. Die Lizenz kann unbegrenzt oft für dieselbe Dauer erneuert werden.

§ 2. Der Betreiber kann auf seine Lizenz verzichten, indem er der Regierung per Einschreiben eine Kündigung notifiziert. Die Regierung legt die Zulässigkeitsbedingungen dieser Kündigung fest.

Die betroffene Lizenz wird fünf Tage nach Notifizierung der Kündigung an die Regierung hinfällig.

Die Hinfälligkeit der Lizenz wird von der Regierung im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

KAPITEL III — Betriebsbedingungen für stationsloses Bikesharing

Art. 6 - Die Betriebsbedingungen der Dienste für stationsloses Bikesharing werden vom Gemeinderat mittels Verordnung festgelegt. Dieser kann zwischen den verschiedenen Kategorien von Bikesharing-Fahrzeugen unterscheiden.

Zumindest folgende Grundsätze sind auf die Betriebsbedingungen anzuwenden:

1° Die Bikesharing-Fahrzeuge, die im Rahmen eines Dienstes für stationsloses Bikesharing zur Verfügung gestellt werden, dürfen nur unter Einhaltung der Straßenverkehrsordnung sowie der geltenden regionalen und kommunalen Vorschriften abgestellt werden;

2° Die Bikesharing-Fahrzeuge dürfen nicht in einer Weise abgestellt werden, dass sie:

- a) den Zugang zu Geschäften versperren;
- b) den Zugang zu Einschiffungskais und Laderampen versperren;
- c) den Zugang zu öffentlichen Verkehrsmitteln versperren;
- d) ein Hindernis für den Fußgängerverkehr darstellen;
- e) ein Hindernis für den Verkehr von Personen mit eingeschränkter Mobilität darstellen;
- f) den Zugang zu Wohnungen und zum Straßenmobiliar versperren;

3° Der Gemeinderat kann eine zwischen 22h und 6h nicht zu überschreitende Höchstschwelle für Lärmemissionen festlegen oder die Nutzungsstunden in der Nachtzeit beschränken;

4° Der Gemeinderat kann nach Anhörung der Betreiber Bereiche festlegen, in denen es zeitweilig oder dauerhaft verboten ist, Bikesharing-Fahrzeuge abzustellen. Diese Bereiche werden den Betreibern sofort zur Kenntnis gebracht und deren Einhaltung wird den Nutzern des Dienstes für stationsloses Bikesharing auferlegt;

5° Die Bikesharing-Fahrzeuge, die von den Betreibern zur Verfügung gestellt werden, müssen einsatzbereit sein und jederzeit den für sie geltenden technischen Gesetzes- und Verordnungsvorschriften genügen;

6° Der Gemeinderat kann nach Anhörung der Betreiber eine minimale oder maximale Konzentration an Bikesharing-Fahrzeugen auf einer bestimmten Fläche festlegen. Die minimale oder maximale Konzentration kann sich auf die Bikesharing-Fahrzeuge jedes einzelnen Betreibers oder auf die gesamten Bikesharing-Fahrzeuge aller Betreiber beziehen. Die minimale oder maximale Konzentration kann je nach vom Gemeinderat aufgelisteten Sonderereignissen unterschiedlich sein;

7° Der Gemeinderat kann im Rahmen der Sammlung und nach Anhörung der Betreiber kraft der Straßenverkehrsordnung die Zurverfügungstellung der Bikesharing-Fahrzeuge durch den Betreiber auf spezifischen Parkplätzen verbindlich machen;

8° Der Gemeinderat kann nach Anhörung der Betreiber die lokalen Festtage und die sonstigen Situationen festlegen, an / in denen das stationslose Bikesharing ausgesetzt wird;

9° Der Gemeinderat kann nach Anhörung der Betreiber Bereiche festlegen, in denen das Bikesharing vom Betreiber organisiert werden muss;

10° Der Gemeinderat kann nach Anhörung der Betreiber Bereiche festlegen, in denen die Geschwindigkeit der Bikesharing-Fahrzeuge begrenzt wird.

KAPITEL IV — Gebühren

Art. 7 - § 1. Der Gemeinderat kann für jedes Bikesharing-Fahrzeug, das im Rahmen eines Dienstes für stationsloses Bikesharing eingesetzt wird, zugunsten der Gemeinde eine Gebühr zu Lasten des Betreibers auferlegen.

§ 2. Der Gemeinderat legt die Höhe der Gebühr fest.)

Dabei kann zwischen den verschiedenen Kategorien von Bikesharing-Fahrzeugen unterschieden werden.

Art. 8 - Für die in Artikel 11 § 1 Absatz 2 und § 3 Absatz 2 genannte Entfernung oder die in Artikel 11 § 2 Absatz 2 und in Artikel 12 genannte Beschlagnahme von Bikesharing-Fahrzeugen kann zugunsten der Gemeinde eine Gebühr zu Lasten des Betreibers, der die Bikesharing-Fahrzeuge zur Verfügung stellt, erhoben werden.

Der Gemeinderat kann die Höhe der Gebühr pro Bikesharing-Fahrzeug festlegen.

Dabei kann zwischen den verschiedenen Kategorien von Bikesharing-Fahrzeugen unterschieden werden.

KAPITEL V — Verstöße und Sanktionen

Abschnitt 1 — Verstöße, Beschlagnahme und Entfernung von Bikesharing-Fahrzeugen

Art. 9 - Der Betreiber, der einen Dienst für stationsloses Bikesharing ohne Lizenz betreibt oder die in Artikel 3 genannten Lizenzbedingungen nicht einhält, wird vom sanktionierenden Bediensteten mit einer administrativen Geldbuße von 50 bis zu 25.000 Euro belegt. Die Gemeinde nimmt die administrative Geldbuße ein.

Der Betreiber, der sich im Zusammenhang mit der Nichteinhaltung einer der Betriebsbedingungen im Sinne von Artikel 6 nicht innerhalb von der in Artikel 11 § 1 festgesetzten Frist in Ordnung bringt, wird vom sanktionierenden Bediensteten mit einer administrativen Geldbuße von 50 bis zu 25.000 Euro belegt. Die Gemeinde nimmt die administrative Geldbuße ein.

Die Beträge der administrativen Geldbußen werden am 1. Januar jedes Jahres auf Basis des Indexes der Verbraucherpreise (Basis 2020 = 100) angepasst.

Es kann zwischen den verschiedenen Kategorien von Bikesharing-Fahrzeugen unterschieden werden.

Abschnitt 2 — Feststellung der Verstöße

Art. 10 - Der befugte Bedienstete ist ermächtigt, die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, gegen die Ausführungserlasse, die Gemeindeverordnungen oder die in Anwendung des vorliegenden Dekrets ausgestellten Lizenzen zu ermitteln und festzustellen.

Art. 11 - § 1. Bei Verletzung einer der Betriebsbedingungen und vor der Erstellung eines Protokolls erteilt der befugte Bedienstete dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes eine einfache Verwarnung und räumt ihm eine Frist von vierundzwanzig Stunden bis achtundvierzig Stunden ein, um ihm ein Ende zu setzen.

Der befugte Bedienstete kann die Bikesharing-Fahrzeuge nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist entfernen.

Der befugte Bedienstete kann zu diesem Zweck die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer kommunalen, provinziellen oder regionalen Dienste anfordern.

§ 2. Bei Verletzung einer der Lizenzbedingungen durch ein Bikesharing-Fahrzeug erstellt der befugte Bedienstete direkt ein Protokoll zur Feststellung des Verstoßes.

Der befugte Bedienstete kann die betroffenen Bikesharing-Fahrzeuge direkt beschlagnahmen.

§ 3. Bei wiederholter Verletzung einer der Betriebsbedingungen erstellt der befugte Bedienstete direkt ein Protokoll zur Feststellung des Verstoßes.

Der befugte Bedienstete kann die betroffenen Bikesharing-Fahrzeuge direkt entfernen.

Art. 12 - Unbeschadet von Artikel 9 Absatz 1 beschlagnahmt der befugte Bedienstete die gesamten betroffenen Bikesharing-Fahrzeuge, wenn ein Dienst für stationsloses Bikesharing ohne Lizenz organisiert wird.

Der befugte Bedienstete kann zu diesem Zweck die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer kommunalen, provinziellen oder regionalen Dienste anfordern.

Art. 13 - Im Rahmen der Ausübung seines Auftrags ist der befugte Bedienstete ermächtigt:

1° jede Person über jeglichen Tatbestand zu befragen, dessen Kenntnisnahme für seinen Auftrag nützlich ist;

2° sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, Schriftstück oder jegliche Urkunde vorzeigen zu lassen, die zur Durchführung seiner Aufgabe nützlich sind, eine fotografische oder sonstige Kopie davon zu machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitzunehmen;

3° die Bikesharing-Fahrzeuge anzuhalten, um die Einhaltung des vorliegenden Dekrets zu kontrollieren;

4° die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer kommunalen, provinziellen oder regionalen Dienste anzufordern.

Art. 14 - Das vom befugten Bediensteten erstellte Protokoll wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Erstellung dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes und dem sanktionierenden Bediensteten im Original übermittelt.

Abschnitt 3 — Anwendung der Sanktionen und Beschwerdeverfahren

Art. 15 - Wenn der sanktionierende Bedienstete es für notwendig hält, eine in Artikel 9 genannte Geldbuße anzuwenden, stellt er dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes per Einschreiben einen Bescheid zu, dem eine Kopie des Protokolls beigefügt wird und der die folgenden Angaben enthält:

1° die Taten, wegen denen er eine administrative Geldbuße aufzuerlegen erwägt;

2° einen Auszug aus den Bestimmungen, gegen die verstoßen wurde;

3° den Betrag der administrativen Geldbuße, die er aufzuerlegen erwägt;

4° den Hinweis, dass der mutmaßliche Urheber des Verstoßes das Recht hat, binnen fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung des Bescheids seine Verteidigungsmittel schriftlich mit Einschreibebrief geltend zu machen;

5° den Hinweis, dass er ebenfalls binnen derselben Frist und per Einschreiben beantragen kann, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen;

6° den Hinweis, dass er das Recht hat, sich von einem Beistand vertreten oder unterstützen zu lassen und seine Akte einzusehen.

Beantragt der mutmaßliche Urheber des Verstoßes, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen, so notifiziert ihm der sanktionierende Bedienstete per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit seiner Anhörung. Diese Anhörung findet frühestens fünfzehn Tage nach Sendung des besagten Einschreibens statt.

Es wird ein vom sanktionierenden Bediensteten und vom Zuwiderhandelnden unterzeichnetes Protokoll der Anhörung des mutmaßlichen Urhebers erstellt.

Wird keine Einigung auf den Inhalt des Protokolls erzielt, so wird der Zuwiderhandelnde aufgefordert, seine Bemerkungen in dieses Protokoll aufnehmen zu lassen.

Art. 16 - Nach Ablauf der in Artikel 15 genannten Frist von fünfzehn Tagen und gegebenenfalls nach dem für die Anhörung des mutmaßlichen Urhebers des Verstoßes oder seines Beistandes anberaumten Datum beschließt der sanktionierende Bedienstete unter Berücksichtigung der schriftlich vorgebrachten oder mündlich vorgetragenen Verteidigungsmittel, falls es solche gab, entweder die ursprünglich erwogene administrative Geldbuße aufzuerlegen, oder eine administrative Geldbuße mit ermäßigtem Betrag aufzuerlegen, oder keine administrative Geldbuße aufzuerlegen.

Der sanktionierende Bedienstete kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen zum Aufschub der Vollstreckung einräumen. Er kann bei mildernden Umständen die administrative Geldbuße unter den gesetzlichen Mindestbetrag verringern.

Sein mit Gründen versehener Beschluss und das Protokoll der Anhörung werden dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben zugestellt.

Art. 17 - Es darf kein Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird, mehr als hundertachtzig Tage nach dem Protokoll zur Feststellung des Verstoßes durch den befugten Bediensteten gefasst werden.

Abschnitt 4 — Entzug oder Aussetzung der Lizenz

Art. 18 - Wenn der Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße in Bezug auf einen Verstoß gegen die allgemeinen Bedingungen für die Erlangung einer Lizenz oder auf die wiederholte Verletzung einer der Betriebsbedingungen auferlegt wird, endgültig ist, wird binnen neunzig Tagen eine Kopie des Beschlusses der Regierung zugeschickt.

Art. 19 - Nach Erhalt des/der in Artikel 18 genannten Beschlusses/Beschlüsse und wenn sie es für notwendig hält, die Lizenz zu entziehen, stellt die Regierung dem betroffenen Betreiber per Einschreiben einen Bescheid zu, dem eine Kopie ihres Beschlusses beigelegt wird und der die folgenden Angaben enthält:

- 1° die Taten, wegen denen sie erwägt, die Lizenz zu entziehen;
- 2° einen Auszug aus den Bestimmungen, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße in Bezug auf einen Verstoß gegen die allgemeinen Bedingungen für die Erlangung einer Lizenz oder gegen die Betriebsbedingungen auferlegt wird;
- 4° den Hinweis, dass der betroffene Betreiber das Recht hat, binnen fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung des Bescheids seine Verteidigungsmittel schriftlich mit Einschreibebrief geltend zu machen;
- 5° den Hinweis, dass er ebenfalls binnen derselben Frist und per Einschreiben beantragen kann, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen;
- 6° den Hinweis, dass er das Recht hat, sich von einem Beistand vertreten oder unterstützen zu lassen und seine Akte einzusehen.

Beantragt der betroffene Betreiber, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen, so notifiziert ihm die Regierung per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit seiner Anhörung. Diese Anhörung findet frühestens fünfzehn Tage nach Sendung des besagten Einschreibens statt.

Es wird ein von einem Vertreter der Regierung und vom betroffenen Betreiber unterzeichnetes Protokoll der Anhörung des betroffenen Betreibers erstellt.

Wird keine Einigung auf den Inhalt des Protokolls erzielt, so wird der betroffene Betreiber aufgefordert, seine Bemerkungen in dieses Protokoll aufnehmen zu lassen.

Art. 20 - Nach Ablauf der in Artikel 19 genannten Frist von fünfzehn Tagen und gegebenenfalls nach dem für die Anhörung des mutmaßlichen Urhebers des Verstoßes oder seines Beistandes anberaumten Datum beschließt die Regierung unter Berücksichtigung der schriftlich vorgebrachten oder mündlich vorgetragenen Verteidigungsmittel, falls es solche gab, entweder die Lizenz zu entziehen, oder die Lizenz für einen bestimmten Zeitraum, der sechs Monate nicht überschreiten darf, auszusetzen, oder die Lizenz aufrechtzuerhalten.

Sie kann dem betroffenen Betreiber Maßnahmen zum Aufschub der Vollstreckung einräumen. Ihr mit Gründen versehener Beschluss und das Protokoll der Anhörung werden dem betroffenen Betreiber per Einschreiben zugestellt.

Der Regierungsbeschluss wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 21 - Der Beschluss zum Entzug oder zur Aussetzung darf nicht mehr als drei Monate nach der Sendung des in Artikel 19 genannten Bescheids gefasst werden.

Art. 22 - Der Zuwiderhandelnde verfügt über eine Frist von fünf Tagen ab dem Tag nach demjenigen, an dem der Beschluss vollstreckbar geworden ist, um die betroffenen Bikesharing-Fahrzeuge aus dem Gebiet der Region zurückzunehmen.

Art. 23 - Die Regierung legt die Modalitäten zur Ausführung des vorliegenden Abschnitts fest.

Abschnitt 5 — Aufschub

Art. 24 - § 1. Der in Artikel 16 Absatz 2 und in Artikel 20 Absatz 2 vorgesehene Aufschub wird durch den vorliegenden Artikel geregelt.

§ 2. Der Aufschub kann mit besonderen Bedingungen einhergehen; in diesem Fall heißt er "Aufschub mit Bewährungsaufgaben" und umfasst mindestens die in § 3 erwähnten Bedingungen.

In Ermangelung besonderer Bedingungen heißt er "einfacher Aufschub".

Wird ein Aufschub mit Bewährungsaufgaben erwogen, so informiert der sanktionierende Bedienstete oder die Regierung vor Abschluss der Debatten den Zuwiderhandelnden über die Tragweite einer solchen Maßnahme und hört seine Bemerkungen an.

§ 3. Der Aufschub mit Bewährungsaufgaben ist immer mit den folgenden Bedingungen verknüpft:

- 1° keinen Verstoß begehen;
- 2° über eine feste Anschrift verfügen und, wenn diese geändert wird, die neue Anschrift unverzüglich dem sanktionierenden Bediensteten mitteilen.

§ 4. Wenn nach Ablauf der in Artikel 16 Absatz 1 genannten Frist der Zuwiderhandelnde in den letzten sechs Monaten von keinem vorherigen Beschluss zur Zahlung einer administrativen Geldbuße betroffen worden ist, kann der sanktionierende Bedienstete anordnen, dass die Vollstreckung der von ihm verhängten administrativen Geldbuße aufgeschoben wird.

Wenn nach Ablauf der in Artikel 20 Absatz 1 genannten Frist der Zuwiderhandelnde von keinem vorherigen Beschluss zum Entzug oder zur Aussetzung der Lizenz betroffen worden ist, kann die Regierung anordnen, dass die Vollstreckung der von ihr verhängten Haupt- und Nebenstrafen, oder ein Teil davon, aufgeschoben wird.

§ 5. Die Aufschubfrist darf nicht weniger als ein Jahr, noch mehr als drei Jahre ab dem Beschlussdatum betragen.

§ 6. Der sanktionierende Bedienstete und die Regierung können unter den in § 3 vorgesehenen Bedingungen den Aufschub mit Bewährungsauflagen anordnen, vorausgesetzt, der Zuwiderhandelnde verpflichtet sich, die vom sanktionierenden Bediensteten oder von der Regierung bestimmten Bewährungsauflagen einzuhalten.

§ 7. Der Aufschub wird von Rechts wegen widerrufen, wenn während der Probezeit ein neuer Verstoß begangen worden ist, der zu einem Beschluss, eine administrative Geldbuße zu verhängen oder eine Lizenz auszusetzen bzw. zu entziehen, geführt hat.

§ 8. Der Aufschub mit Bewährungsauflagen kann von Rechts wegen widerrufen werden, wenn der Zuwiderhandelnde die auferlegten Bedingungen nicht beachtet.

In diesem Fall lädt der sanktionierende Bedienstete oder die Regierung zum Zwecke der Widerrufung des Aufschubs den Zuwiderhandelnden, und dies unter Einhaltung derselben Fristen, Bedingungen und Formvorschriften wie in Kapitel 5 Abschnitt 3 vorgesehen, wenn der Aufschub in Bezug auf eine administrative Geldbuße ausgesprochen wird; unter Einhaltung derselben Fristen, Bedingungen und Formvorschriften wie in Kapitel 5 Abschnitt 4 vorgesehen, wenn der Aufschub in Bezug auf die Aussetzung oder den Entzug einer Lizenz ausgesprochen wird.

Wenn der sanktionierende Bedienstete oder die Regierung den Aufschub nicht widerrufen, können sie den Aufschub mit Bewährungsauflagen, der bei der ersten Verurteilung angeordnet wurde, mit neuen Bedingungen verknüpfen.

§ 9. Das Verfahren zur Widerrufung des Aufschubs mit Bewährungsauflagen wegen Nichteinhaltung der auferlegten Bedingungen muss spätestens im Jahr nach dem Ablauf der in § 5 genannten Frist eingeleitet werden. Es verjährt nachdem ein Jahr ab dem Tag, an dem der sanktionierende Bedienstete oder die Regierung damit befasst worden sind, vergangen ist.

§ 10. Die Beschlüsse, die infolge der Widerrufung des Vollstreckungsaufschubs der administrativen Geldbuße, der Aussetzung der Lizenz und des Entzugs der Lizenz vollstreckbar werden, werden mit denjenigen, die wegen des neuen Verstoßes ausgesprochen werden, unbegrenzt kumuliert.

§ 11. In allen Fällen, in denen ein Zuwiderhandelnder, der einer Aufschubmaßnahme unterliegt, Gegenstand neuer Verfahren ist, ist eine beglaubigte Kopie des Beschlusses, durch den diese Maßnahme angeordnet wird, der Akte bezüglich des neuen Verfahrens beizufügen.

KAPITEL VI — *Personenbezogene Daten*

Art. 25 - Zweck der Verarbeitung der in Artikel 3 § 1 Absatz 2 Buchstaben j) und k) genannten personenbezogenen Daten ist es, den öffentlichen Regional- und Kommunalbehörden zu ermöglichen, ihre Politik auf kohärente Weise anzupassen.

Art. 26 - Die Verantwortlichen für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten sind die Betreiber eines Dienstes für stationsloses Bikesharing, die Wallonische Region und die Gemeinden.

Art. 27 - Die Daten, die zur Umsetzung des Zwecks der Verarbeitung der personenbezogenen Daten nach Artikel 3 § 1 Absatz 2 Buchstaben j) und k) erforderlich sind, sind die Daten zur Geolokalisierung der Bikesharing-Fahrzeuge, zur Nutzungsdauer des Bikesharing-Fahrzeugs, zum Geschlecht und Alter des Nutzers des Bikesharing-Fahrzeugs.

Art. 28 - Die Datenspeicherfrist wird auf fünf Jahre festgelegt.

Art. 29 - Bei den von der Verarbeitung von personenbezogenen Daten betroffenen Personen handelt es sich um die Nutzer eines Bikesharing-Dienstes.

Art. 30 - Die personenbezogenen Daten werden den folgenden Empfängern mitgeteilt:

1° der Regierung;

2° den Gemeinden, auf deren Gebiet ein Bikesharing-Dienst organisiert wird.

Art. 31 - Der Umstand der Nutzung eines Bikesharing-Dienstes zieht die Mitteilung der im vorliegenden Kapitel genannten personenbezogenen Daten nach sich.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 32 - Artikel 4 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit wird um einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 3. Der städtische Mobilitätsplan wird unter Berücksichtigung der im Dekret vom 8. Juli 2021 über stationsloses Bikesharing und zur Abänderung der Artikel 4 und 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit genannten Betriebsbedingungen der Bikesharing-Dienste erstellt.“

Art. 33 - Artikel 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit wird um einen § 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 4. Der kommunale Mobilitätsplan wird unter Berücksichtigung der im Dekret vom 8. Juli 2021 über stationsloses Bikesharing und zur Abänderung der Artikel 4 und 12 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit genannten Betriebsbedingungen der Bikesharing-Dienste erstellt.“

Art. 34 - Die Regierung legt die zusätzlichen Normen fest, die auf die Nutzung von Bikesharing-Fahrzeugen auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden anwendbar sind.

Art. 35 - Das vorliegende Dekret tritt ein Jahr nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Die Regierung kann für das Inkrafttreten ein früheres Datum als das in Absatz 1 genannte Datum festlegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.
Namur, den 8 Juli 2021.

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung
und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung,
Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2020-2021.
Dokumente des Wallonischen Parlaments 582 (2020-2021) Nrn. 1 bis 3.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 7. Juli 2021.
Diskussion.
Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/32302]

8 JULI 2021. — Decreet betreffende het vrije vlot fietsdelen en tot wijziging van de artikelen 4 en 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° bevoegd personeelslid: onverminderd de bevoegdheden van de ambtenaar van de federale en lokale politie voor de toepassing van de bepalingen van dit decreet :

- a) het gemeentepersoneelslid, daartoe aangewezen door de gemeenteraad;
- b) het intergemeentelijk personeelslid of personeelslid van projectverenigingen, waarvan de activiteiten of belangen verband houden met het gebruik en het beheer van het wegennet, dat daartoe door de gemeenteraad is aangewezen;
- c) de arrondissementscommissaris;
- d) de daartoe door de gemeenteraad op voordracht van de provincieraad aangewezen provincieambtenaar;
- e) de wegcommissaris;
- f) het door de Regering aangewezen personeelslid;

2° sanctionerend personeelslid: het personeelslid aangewezen door de gemeenteraad om op administratieve wijze de krachtens dit decreet vastgestelde overtredingen te vervolgen en te bestraffen

3° de Wegcode: het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

4° inzameling: de terbeschikkingstelling en de verwijdering uit het openbaar domein van fietsdeelloortuigen;

5° Fietsdelen : dienst waarbij fietsdeelloortuigen ter beschikking worden gesteld van meerdere gebruikers voor occasionele verplaatsingen, waarbij het fietsdeelloortuig na elk gebruik wordt gesteld voor een andere gebruiker;

6° Vrije vlot fietsdelen : vorm van fietsdelen waarbij fietsdeelloortuigen onder meer op de openbare weg ter beschikking worden gesteld van de gebruikers, en het starten en beëindigen van de verhuurperiode van het fietsdeelloortuig niet enkel zijn toegelaten in voorbehouden stallingen;

7° groene elektriciteit : elektriciteit zoals bepaald in artikel 2, 11°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

8° vergunning voor vrije vlot fietsdelen : vergunning in de zin van artikel 3 die aan operatoren de toestemming geeft om een dienst van vrije vlot fietsdelen te verstrekken

9° operator : verstreker van een dienst van vrije vloot fietsdelen;

10° Voorbehouden stalling : een fysieke inrichting in de openbare ruimte voor het stallen van fietsdeelvoertuigen die enkel bestemd is voor fietsdeelvoertuigen van een of meerdere specifieke operatoren

11° fietsdeelvoertuig :

a) een rijwiel in de zin van artikel 2.15.1 van de Wegcode;

b) een bromfiets, zijnde een tweewielige bromfiets in de zin van artikel 2.17 van de Wegcode

c) een motorfiets, zijnde een tweewielig motorvoertuig in de zin van artikel 2.18 van de Wegcode, zonder zijspanwagen

d) de andere rijwielen, bromfietsen en motorfietsen die volgens de Wegcode buiten de weg mogen worden geparkeerd;

12° elektrisch voertuig: voertuig zoals bepaald in artikel 2, 27°bis, van het decreet van 2001 april betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

13° verwijdering: het feit dat een bevoegd personeelslid een fietsdeelvoertuig verplaatst naar een plaats die voldoet aan de exploitatievoorwaarden;

14° inbeslagneming- : het feit dat een bevoegd personeelslid een fietsdeelvoertuig ontoegankelijk maakt. Het fietsdeelvoertuig wordt op verzoek van de operator aan hem teruggegeven.

HOOFDSTUK II. — Vergunning voor vrije vloot fietsdelen

Art. 2. Geen enkele operator mag zonder vergunning een dienst van vrije vloot fietsdelen organiseren op het grondgebied van het Waals Gewest

De Regering legt de procedure vast voor de indiening, het onderzoek, de verlening en de verlenging van de vergunningen.

Art. 3. § 1. De Regering legt de algemene voorwaarden vast voor het verkrijgen van een vergunning voor vrije vloot fietsdelen.

Deze voorwaarden hebben betrekking op :

a) de technische kenmerken van de fietsdeelvoertuigen;

de verkeersveiligheid;

b) de bevordering van de verkeersveiligheid;

c) de volksgezondheid en het milieu;

d) het gebruik van groene elektriciteit voor het opladen van fietsdeelvoertuigen die geheel of gedeeltelijk door een elektrische motor worden aangedreven;

e) het gebruik van een deel elektrische voertuigen wanneer motorvoertuigen door de operator of een derde worden gebruikt voor het inzamelen van fietsdeelvoertuigen;

f) de naleving van de sociale wetgeving, met name op het gebied van de arbeidsvoorwaarden en

g) de voorwaarden van onderaanneming;

h) het respect voor de fiscale wetgeving;

i) de bescherming van de privacy van de gebruikers, met name het gebruik van hun persoonlijke gegevens door de operatoren;

j) de beschikbaarheid en het delen van geolocatiegegevens van de fietsdeelvoertuigen;

k) kosteloze en regelmatige toezending aan de gemeente en de regering van geaggregeerde en geanonimiseerde gegevens over het gebruik van vrije vloot fietsdeelvoertuigen;

l) een verzekering ter dekking van de wettelijke aansprakelijkheid van de operator;

m) de andere verzekeringen die de exploitant moet afsluiten om de in artikel 1, 11°, onder b), c) en d), bedoelde fietsdeelvoertuigen in het verkeer te brengen;

n) de instelling van een reactief contactpunt tussen de operator en de gemeente;

o) de andere technische aspecten die het goed functioneren van het vrije vloot fietsdelen bevorderen;

p) de afwezigheid in het fietsdeelvoertuig van een motor of hulpsysteem dat plaatselijk of rechtstreeks verontreinigende emissies produceert of broeikasgassen of fijne deeltjes produceert.

§ 2. De Regering kan een onderscheid maken tussen de verschillende soorten fietsdeelvoertuigen.

Met betrekking tot de in lid 1, tweede alinea, onder c), f), j) en k), genoemde voorwaarden kan de regering een onderscheid maken tussen de operatoren. Dit onderscheid is gebaseerd op het criterium van de omzetdrempel op basis van de jaarrekeningen

Art. 4. § 1. De Regering beslist over de aanvraag tot verlening van de vergunning.

In de beslissing van de Regering tot verlening van de vergunning wordt vermeld voor welk type fietsdeelvoertuigen de vergunning wordt verleend.

§ 2. De beslissing van de Regering om de vergunning te verlenen wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. § 1. De duur van een vergunning is drie jaar. De vergunning kan een onbeperkt aantal malen voor dezelfde duur worden verlengd.

§ 2. De exploitant kan afstand doen van zijn vergunning door de Regering hiervan bij aangetekend schrijven in kennis te stellen. De regering stelt de voorwaarden voor de aanvaardbaarheid van een dergelijke kennisgeving vast.

De betrokken vergunning vervalt vijf dagen nadat de Regering van de aankondiging in kennis is gesteld.

Het vervallen van de vergunning wordt door de regering in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatievoorwaarden voor vrije vloot fietsdelen*

Art. 6. De exploitatievoorwaarden van de diensten voor vrije vloot fietsdelen worden door gemeenteraad op grond van een reglement vastgesteld. Hij kan een onderscheid maken tussen de verschillende categorieën fietsdeelvoertuigen.

Hierbij worden ten minste de volgende beginselen toegepast op de exploitatievoorwaarden:

1° de fietsdeelvoertuigen die in het kader van een dienst van vrije vloot fietsdelen ter beschikking worden gesteld, mogen enkel gesteld worden overeenkomstig de Wegcode en de ter zake geldende gewestelijke en gemeentelijke regelgeving;

2° fietsdeelvoertuigen mogen niet worden gesteld op een manier die :

- a) de toegang tot handelszaken blokkeert;
- b) de toegang tot aanleg- en laadkades voor vaartuigen blokkeert;
- c) de toegang tot het openbaar vervoer blokkeert;
- d) een belemmering vormt voor het voetgangersverkeer;
- e) een belemmering vormt voor het verkeer van personen met beperkte mobiliteit;
- f) de toegang tot woningen en straatmeubilair blokkeert;

3° de gemeenteraad kan een maximale geluidsemissiedrempel vaststellen die niet mag worden overschreden tussen 22 uur en 6 uur 's morgens, of de uren van gebruik tijdens de nacht beperken;

4° de gemeenteraad kan, na overleg met de operatoren, zones afbakenen waar het tijdelijk of definitief verboden is om fietsdeelvoertuigen te stallen. Deze gebieden worden onmiddellijk bekend gemaakt aan de exploitanten en opgelegd aan de gebruikers van de dienst voor vrije vloot fietsdelen;

5° de door de operatoren ter beschikking gestelde fietsdeelvoertuigen moeten in goede staat van werking zijn en moeten te allen tijde voldoen aan de toepasselijke wettelijke en reglementaire technische voorschriften;

6° de gemeenteraad kan, na overleg met de operatoren, een minimum- of maximumconcentratie van fietsdeelvoertuigen in een bepaald gebied vaststellen. De minimum- of maximumconcentratie kan betrekking hebben op de fietsdeelvoertuigen van elke individuele exploitant of op alle fietsdeelvoertuigen van alle operatoren. De minimum- of maximumconcentratie kan variëren naar gelang van bepaalde evenementen die door de gemeenteraad worden vermeld;

7° de gemeenteraad kan, na overleg met de operatoren, de operatoren verplichten om op specifieke parkeerplaatsen fietsdeelvoertuigen ter beschikking te stellen overeenkomstig de Wegcode;

8° de gemeenteraad kan, na overleg met de operatoren, de periodes van plaatselijke feestelijkheden en andere situaties bepalen waarin het vrije vloot fietsdelen wordt opgeschort;

9° de gemeenteraad kan, na overleg met de operatoren, bepalen in welke zones de operator fietsdelen moet inrichten;

10° de gemeenteraad kan, na overleg met de operatoren, zones afbakenen waar de snelheid van fietsdeelvoertuigen wordt beperkt.

HOOFDSTUK IV. — *Retributies*

Art. 7. § 1. De gemeenteraad de operator een retributie opleggen voor elk fietsdeelvoertuig dat gebruikt wordt voor vrije vloot fietsdelen ten behoeve van de gemeente.

§ 2. De gemeenteraad bepaalt het bedrag van de retributie

Er kan een onderscheid worden gemaakt tussen de verschillende categorieën fietsdeelvoertuigen.

Art. 8. Voor de in artikel 11, § 1, tweede lid, en § 3, tweede lid, bedoelde verwijdering of de in artikel 11, § 2, tweede lid, en artikel 12 bedoelde inbeslagneming van fietsdeelvoertuigen kan van de operator die de fietsdeelvoertuigen ter beschikking stelt een retributie ten bate van de gemeente worden geheven.

De gemeenteraad kan de hoogte van de retributie per fietsdeelvoertuig vaststellen.

Er kan een onderscheid worden gemaakt tussen de verschillende categorieën fietsdeelvoertuigen.

HOOFDSTUK V. — *Inbreuken en straffen**Afdeling 1. — Inbreuken, inbeslagneming en verwijdering van de fietsdeelvoertuigen*

Art. 9. Een administratieve boete van 50 tot 25.000 euro wordt door het sanctionerend personeelslid opgelegd aan elke operator die een dienst van vrije vloot fietsdelen exploiteert zonder vergunning of die de in artikel 3 bedoelde vergunningsvoorwaarden niet in acht neemt. De gemeente int de administratieve boete.

Een administratieve boete van 50 tot 25.000 euro wordt door het sanctionerend personeelslid opgelegd aan elke operator die verzuimt de niet-naleving van een van de in artikel 6 bedoelde exploitatievoorwaarden te corrigeren binnen de in artikel 11, § 1 genoemde termijn. De gemeente int de administratieve boete.

De bedragen van de administratieve geldboetes worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen (basis 2020 = 100).

Er kan een onderscheid worden gemaakt tussen de verschillende categorieën fietsdeelvoertuigen.

Afdeling 2. — Vaststelling van de inbreuken

Art. 10. Het bevoegd personeelslid is bevoegd om inbreuken op de bepalingen van dit decreet, de uitvoeringsbesluiten, de gemeentelijke reglementen of de krachtens dit decreet verleende vergunningen te onderzoeken en vast te stellen.

Art. 11. § 1. In geval van overtreding van een van de exploitatievoorwaarden en alvorens een proces-verbaal op te maken, geeft het bevoegd personeelslid de vermoedelijke overtreder een eenvoudige waarschuwing en geeft hij hem een termijn van 24 tot 48 uur om hieraan een einde te maken.

Het bevoegde personeelslid mag de fietsdeelvoertuigen aan het einde van de in lid 1 bedoelde termijn verwijderen.

Het bevoegd personeelslid kan om de bijstand van de federale politie, van de lokale politie of van andere gemeentelijke, provinciale of gewestelijke diensten verzoeken.

§ 2. In geval van overtreding van een van de vergunningsvoorwaarden door een fietsdeelvoertuig, stelt het bevoegd personeelslid onmiddellijk een proces-verbaal van de overtreding op.

Het bevoegd personeelslid kan de fietsdeelvoertuigen rechtstreeks in beslag nemen.

§ 3. In geval van herhaalde overtreding van een van de exploitatievoorwaarden door een fietsdeelvoertuig, stelt het bevoegd personeelslid onmiddellijk een proces-verbaal van de overtreding op.

Het bevoegd personeelslid kan de fietsdeelvoertuigen rechtstreeks verwijderen.

Art. 12. Onverminderd artikel 9, lid 1, neemt het bevoegd personeelslid alle betrokken fietsdeelvoertuigen in beslag indien een dienst van vrije vloot fietsdelen wordt georganiseerd zonder vergunning.

Het bevoegd personeelslid kan om de bijstand van de federale politie, van de lokale politie of van andere gemeentelijke, provinciale of gewestelijke diensten verzoeken.

Art. 13. In het kader van de uitoefening van zijn opdracht is het bevoegd personeelslid gemachtigd om :

1° elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitoefenen van hun opdracht;

3° zich elk document, stuk of titel die nuttig is voor de vervulling van zijn opdracht laten overleggen en er een fotokopie van maken of tegen ontvangstbewijs meenemen;

3° de fietsdeelvoertuigen aan te houden om na te gaan of zij aan dit decreet voldoen;

4° om de bijstand van de federale politie, van de lokale politie of van andere gemeentelijke, provinciale of gewestelijke diensten te verzoeken.

Art. 14. Het origineel van het door het bevoegde personeelslid opgestelde proces-verbaal wordt binnen 15 dagen na de opstelling ervan toegezonden aan de vermoedelijke overtreder en aan het sanctionerend personeelslid.

Afdeling 3. — Toepassing van straffen en beroepsprocedure

Art. 15. Indien het sanctionerend personeelslid het nodig acht een boete als bedoeld in artikel 9 op te leggen, stelt hij de vermeende overtreder hiervan bij aangetekende brief in kennis, vergezeld van een afschrift van het proces-verbaal, met vermelding van :

1° de feiten waarvoor hij overweegt een administratieve boete op te leggen;

2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;

3° het bedrag van de administratieve boete die hij overweegt op te leggen;

4° de vermoedelijke overtreder heeft het recht om zijn verweermiddelen bij ter post aangetekend schrijven te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van mededeling van het bericht;

5° hij kan ook binnen dezelfde termijn per aangetekende brief vragen om zijn verweermiddelen mondeling te kunnen voorleggen;

6° hij heeft het recht om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan en om zijn dossier in te kijken;

Indien de vermoedelijke overtreder vraagt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, geeft het sanctionerend personeelslid hem bij ter post aangetekend schrijven kennis van de plaats, de dag en het uur waarop hij gehoord zal worden. Dat verhoor vindt plaats ten vroegste binnen vijftien dagen na verzending van het aangetekend schrijven.

Van het verhoor van de vermeende overtreder wordt een proces-verbaal opgemaakt, dat door het sanctionerend personeelslid en de overtreder wordt ondertekend.

Indien de overtreder het niet eens is met de inhoud van het proces-verbaal, wordt hij erom verzocht zijn opmerkingen daarin te laten gelden.

Art. 16. Na afloop van de termijn van vijftien dagen bedoeld in artikel 15, en, in voorkomend geval, na de datum vastgelegd voor het verhoor van de vermoedelijke overtreder of diens raadsman, beslist het sanctionerend personeelslid, rekening houdend met de schriftelijk of mondeling voorgedragen verweermiddelen, indien er verweermiddelen waren, om de aanvankelijk overwogen administratieve boete of een lagere boete op te leggen, of om geen administratieve boete op te leggen.

Het sanctionerend personeelslid kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

Zijn gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor worden bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld.

Art. 17. Een beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, mag niet meer genomen worden na afloop van de termijn van honderdtachtig dagen na het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding door het bevoegd personeelslid.

Afdeling 4. — Intrekking of opschorting van de vergunning

Art. 18. Wanneer de beslissing waarbij een administratieve boete wordt opgelegd wegens een inbreuk op de algemene voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning of wegens herhaalde inbreuk op een van de exploitatievoorwaarden definitief is, wordt binnen 90 dagen een afschrift van het beslissing aan de Regering toegezonden.

Art. 19. Na ontvangst van de beslissing of de beslissingen bedoeld in artikel 18 en indien zij het nodig acht de vergunning in te trekken, stelt de Regering de betrokken operator bij aangetekend schrijven in kennis van een kennisgeving, vergezeld van een afschrift van haar beslissing, waarin wordt medegedeeld :

1° de feiten op grond waarvan hij voornemens is de vergunning in te trekken;

2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;

3° de beslissing tot het opleggen van een administratieve boete wegens een inbreuk op de algemene voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning of op de exploitatievoorwaarden;

4° de betrokken operator heeft het recht om zijn verweermiddelen bij ter post aangetekend schrijven te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van mededeling van het bericht;

5° hij kan ook binnen dezelfde termijn per aangetekende brief vragen om zijn verweermiddelen mondeling te kunnen voorleggen;

6° hij heeft het recht om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan en om zijn dossier in te kijken;

Indien de betrokken operator vraagt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, geeft de Regering hem bij ter post aangetekend schrijven kennis van de plaats, de dag en het uur waarop hij gehoord zal worden. Dat verhoor vindt plaats ten vroegste binnen vijftien dagen na verzending van het aangetekend schrijven.

Van het verhoor van de betrokken operator wordt een proces-verbaal opgemaakt, dat door een vertegenwoordiger van de Regering en door de betrokken operator wordt ondertekend.

Indien de betrokken operator het niet eens is met de inhoud van het proces-verbaal, wordt hij erom verzocht zijn opmerkingen daarin te laten gelden.

Art. 20. Na het verstrijken van de in artikel 19 bedoelde termijn van vijftien dagen en, in voorkomend geval, na de datum die is vastgesteld voor het verhoren van de vermeende overtreder of zijn raadsman, waarbij in voorkomend geval rekening wordt gehouden met de schriftelijk of mondeling ingediende verweren, neemt de Regering de beslissing hetzij de vergunning in te trekken, hetzij de vergunning te schorsen voor een bepaalde periode die niet meer dan zes maanden mag bedragen, hetzij de vergunning te handhaven.

Ze kan de operator maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. Zijn gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor worden bij ter post aangetekend schrijven aan de betrokken operator meegedeeld.

De beslissing van de Regering wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 21. De beslissing tot intrekking of opschorting mag niet meer dan drie maanden na de verzending van de in artikel 19 bedoelde kennisgeving worden genomen.

Art. 22. De overtreder beschikt over een termijn van vijf dagen, die ingaat op de dag na die waarop de beslissing uitvoerbaar is geworden, om de betrokken fietsdeelvoertuigen van het grondgebied van het Gewest te verwijderen.

Art. 23. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van deze afdeling.

Afdeling 5. — Uitstel

Art. 24. § 1. Het in artikel 16, lid 2, en artikel 20, lid 2, bedoelde uitstel wordt door dit artikel geregeld.

§ 2. Het uitstel kan gepaard gaan met bijzondere voorwaarden, in welk geval het uitstel "probatie-uitstel" wordt genoemd en ten minste de in paragraaf 3 genoemde voorwaarden omvat.

Indien er geen specifieke voorwaarden zijn, spreekt men van "eenvoudig uitstel".

Indien een probatie-uitstel wordt overwogen, stelt het sanctionerend personeelslid of de Regering de overtreder vóór de beëindiging van de procedure in kennis van de draagwijdte van een dergelijke maatregel en hoort hij de opmerkingen van de overtreder.

§ 3. Het probatie-uitstel is altijd onderworpen aan de volgende voorwaarden:

1° geen strafbare feiten te plegen;

2° een vast adres hebben en, in geval van wijziging van dit adres, het nieuwe adres onverwijld meedelen aan het sanctionerend personeelslid.

§ 4. Indien de overtreder bij het verstrijken van de in artikel 16, eerste lid, bedoelde termijn in de voorafgaande zes maanden niet eerder tot betaling van een administratieve geldboete is veroordeeld, kan het sanctionerend personeelslid bevelen dat de door hem opgelegde administratieve geldboete wordt opgeschort.

Wanneer de overtreder bij het verstrijken van de in artikel 20, lid 1, bedoelde termijn nog niet is veroordeeld tot intrekking of schorsing van zijn vergunning, kan de Regering bevelen dat het geheel of een deel van de hoofdstraffen en bijkomende straffen die zij opleggen, wordt uitgesteld.

§ 5. De duur van de schorsing mag niet korter zijn dan één jaar en niet langer dan drie jaar, te rekenen vanaf de datum van de beslissing.

§ 6. Het sanctionerend personeelslid en de Regering kunnen, onder de in paragraaf 3 genoemde voorwaarden, probatie-uitstel opleggen, mits de overtreder zich ertoe verbindt de door het sanctionerend personeelslid of de Regering vastgestelde probatievoorwaarden na te leven.

§ 7. Het uitstel wordt van rechtswege ingetrokken in geval van een nieuwe overtreding, begaan tijdens de proeftijd, die heeft geleid tot een beslissing tot het opleggen van een administratieve boete, tot schorsing van de vergunning of tot intrekking van de vergunning.

§ 8. Het probatie-uitstel kan worden ingetrokken indien de overtreder zich niet aan de opgelegde voorwaarden houdt.

In dit geval roept het sanctionerende personeelslid of de regering de overtreder op om het uitstel in te trekken: binnen dezelfde termijnen, voorwaarden en formulieren als die welke zijn vastgesteld in afdeling 3 van hoofdstuk 5 wanneer het uitstel wordt uitgesproken voor een administratieve geldboete; binnen dezelfde termijnen, voorwaarden en vormen als die welke zijn vastgesteld in afdeling 4 van hoofdstuk 5 wanneer het uitstel wordt uitgesproken voor de schorsing of intrekking van een vergunning.

Indien het sanctionerend personeelslid of de Regering het uitstel niet intrekt, kunnen zij nieuwe voorwaarden verbinden aan het bij de eerste veroordeling opgelegde probatie-uitstel.

§ 9. De vordering tot intrekking van het probatie-uitstel wegens niet-naleving van de opgelegde voorwaarden wordt ingesteld uiterlijk een jaar na het verstrijken van de in het vijfde paragraaf bedoelde termijn. De vordering verjaart een jaar na de dag waarop zij bij het sanctionerend personeelslid of de Regering aanhangig is gemaakt.

§ 10. Beslissingen die uitvoerbaar worden ten gevolge van de intrekking van het uitstel van de tenuitvoerlegging van de administratieve geldboete, de schorsing van de vergunning en de intrekking van de vergunning, worden onbeperkt gecumuleerd met de beslissingen die wegens de nieuwe inbreuk worden gegeven.

§ 11. In alle gevallen waarin tegen een overtreder tegen wie een maatregel tot uitstel is uitgesproken een nieuwe procedure wordt ingeleid, wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing waarbij deze maatregel is uitgesproken bij het dossier van de nieuwe procedure gevoegd.

HOOFDSTUK VI. — *Persoonsgegevens*

Art. 25. De verwerking van de in artikel 3, lid 1, punt 2, onder j) en k), bedoelde persoonsgegevens heeft ten doel de overheden, zowel de gewestelijke als de gemeentelijke, in staat te stellen hun beleid op samenhangende wijze aan te passen.

Art. 26. De personen die verantwoordelijk zijn voor de verwerking van persoonsgegevens zijn de operatoren van een dienst van vrije vloot fietsdelen, het Waals Gewest en de gemeenten.

Art. 27. Het soort gegevens dat nodig is om het in artikel 3, §1, lid 2, onder j) en k), genoemde doel van de verwerking van persoonsgegevens te bereiken, zijn de geolocatiegegevens van de fietsdeelvoertuigen, de duur van het gebruik van het fietsdeelvoertuig, het geslacht en de leeftijd van de gebruiker van de het fietsdeelvoertuig.

Art. 28. De bewaartermijn van de gegevens is vastgesteld op vijf jaar.

Art. 29. De personen op wie de verwerking van persoonsgegevens betrekking heeft, zijn de gebruikers van een dienst van fietsdelen.

Art. 30. Persoonsgegevens worden meegedeeld aan de volgende bestemmingen:

1° de Regering;

2° de gemeenten op het grondgebied waarvan een dienst van fietsdelen wordt opgericht.

Art. 31. Het gebruik van een dienst van fietsdelen brengt met zich mee dat de in dit hoofdstuk bedoelde persoonsgegevens worden meegedeeld.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Artikel 4 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. Bij de uitvoering van het stedelijk mobiliteitsplan wordt rekening gehouden met de exploitatievoorwaarden van de diensten van fietsdelen bedoeld in het decreet van 8 juli 2021 betreffende het vrije vloot fietsdelen en tot wijziging van de artikelen 4 en 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid.”.

Art. 33. Artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. Bij de uitvoering van het gemeentelijk mobiliteitsplan wordt rekening gehouden met de exploitatievoorwaarden van de diensten van fietsdelen bedoeld in het decreet van 8 juli 2021 betreffende het vrije vloot fietsdelen en tot wijziging van de artikelen 4 en 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid.”.

Art. 34. De Regering stelt aanvullende normen vast voor het gebruik van fietsdeelvoertuigen op het grondgebied van verschillende gemeenten.

Art. 35. Dit decreet treedt in werking één jaar na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De Regering kan een eerdere datum van inwerkingtreding vaststellen dan de in lid 1 genoemde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk,
Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waalse Parlement 582 (2020-2021) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 7 juli 2021.

Bespreking.

Stemming.